

Notre santé, un enjeu des élections européennes

Invitation à la soirée débat

« Pour une autre politique de santé en France et Europe »

Le lundi 11 mai à 20h30

Espace ABC; 3 rue de la Chapelle
(75018 Paris)

A l'invitation de :

Patrick Le Hyaric, directeur de
l'Humanité et tête de liste en Ile de
France

Christian Picquet, fondateur de la
Gauche unitaire et candidat en Ile de
France.

Sous la présidence de **Patrice
Bessac**, candidat en Ile de France

Avec la participation de :

- **Rosemay-Rousseau**, syndicaliste
hospitalière
- **Kartika Liotard**, députée
européenne des Pays-Bas
- **Catherine Mills**, économiste
- **Bernard Teper**, secrétaire
national de l'UFAL

La santé et la protection sociale malades du libéralisme !

Depuis des années, la mise en concurrence, la diminution des remboursements, la privatisation minent notre système de protection sociale. Cette course effrénée à la réduction des budgets sociaux explique le recul de notre système de santé dans le classement mondial, en faisant baisser toujours plus la qualité du service rendu à la population.

Leur Europe et leurs réformes nous mène dans le mur !

Le marché de la santé a été évalué à 3 500 milliards de dollars par an, un pactole que les réformes de l'hôpital en cours tendent à transférer sur le privé, en lui livrant les activités rentables et donc instaurer une médecine à 2 vitesses. La loi Bachelot vise à privatiser des activités de plus en plus importantes et à inscrire durablement un recul démocratique dans la gouvernance des hôpitaux et des établissements publics de santé. Bachelot déclare imprégner « la politique de santé française d'une couleur européenne ». Son Europe c'est celle du traité constitutionnel européen (TCE), du traité de Lisbonne, où la santé reste subordonnée à une logique économique libérale dans « un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée ». Elle prétend « reconnaître et respecter le droit d'accès aux prestations de Sécurité sociale et aux services sociaux » sans préciser si on y accède par un système solidaire et public comme la sécurité sociale ou par un système d'assurance privé. La Commission européenne considère les réponses appropriées à la crise actuelle seraient de renforcer la politique de concurrence, et souhaite « la mise en oeuvre complète et dans les délais de la directive sur les services ». Or celle-ci vise la soumission des services de santé aux lois du marché capitaliste, avec des entreprises de santé appliquant la législation sociale du pays d'origine du salarié pour faciliter le dumping social et fiscal. Ainsi la Générale de santé qui gère 147 cliniques en France, dépendant



de capitaux italiens, profitant de la Sécurité sociale française, pourrait délocaliser son siège en Pologne et prospérer sur tous les tableaux !

Le service public : un rempart utile !

L'Europe libérale abandonne la notion de service public pour celle « de service d'intérêt général » donnant la priorité à la rentabilité financière avant celle de l'utilité sociale.

Une autre politique de santé en Europe comme en France exigerait à l'hôpital, comme dans tous les services sociaux, de **substituer à la logique marchande la logique de la personne**. La charte de Barcelone sur la précarité et la santé, exigeant un travail digne pour tous, peut constituer un point d'appui vers la construction d'une sécurité d'emploi et de formation ; d'autres indicateurs de santé devraient y être intégrés comme la lutte contre la pollution, contre les inégalités de santé ou pour de meilleures conditions de logement pour tous. Un droit à la Sécurité sociale solidaire doit être reconnu. Le principe de l'accès gratuit et précoce aux soins pour tous, le développement de la prévention, de la coordination des soins devrait être promu. Cela exigerait notamment la création d'un **pôle public européen du médicament**.



**Le 7 juin, le vote
"Front de gauche"
Patrick Le Hyaric**

Pour les élections européennes, le choix est clair : inscrire durablement la doctrine libérale, responsable des effondrements actuels et de l'exacerbation de la crise systémique, ou rompre avec cette logique en construisant l'alternative progressiste et solidaire.

✂

Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France, en Europe et dans le monde

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse _____ euros (chèque à : Association de financement du PCF)

Prénom et nom _____

Adresse _____

Téléphone, courrier électronique _____

renvoyer à: **Parti communiste français 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19** Tél: 01 40 40 12 12
e-mail: contact@pcf.fr / web: www.pcf.fr / MT 1^{er} mai 04/09